

GRAND ANGLE



Les échangeurs du terminal 2 de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle.

Du Grand Paris

Par **SIBYLLE VINCENDON**
Photo **DOMINIQUE DELAUNAY**

Tout ça pour ça... C'était un rendez-vous avec l'Histoire: depuis la création du métro puis des villes nouvelles, la capitale n'a pas connu tant d'occasions qu'elle puisse se permettre d'en louper une. Mais c'est fait: l'ambition d'organiser un Grand Paris s'est ratatinée en une malheureuse loi créant une ligne de métro, discutée dans les pires conditions d'affrontement gauche-droite bien sûr, mais aussi Assemblée contre Sénat. Seule obsession: le développement économique, sans garantie d'ailleurs. Les problèmes les plus quotidiens – transports, logement, inégalités, banlieues – n'ont pas été traités. Quant au rayonnement de la ville lumière, oublions...

Il y avait pourtant du beau monde dans cette tragicomédie. Le président de la République, Nicolas Sarkozy, le maire de Paris, Bertrand Delanoë (PS), le président de la région, Jean-Paul Huchon (PS). Sans compter l'aimable participation d'un acteur sur le retour, Christian Blanc, l'homme du redressement d'Air France, promu secrétaire d'Etat au Développement de la région capitale. Trop d'auteurs pour la pièce? Récit en quatre temps d'une chance manquée.

Acte I, la prudence de Delanoë

Quand il arrive à la mairie de Paris en 2001, Bertrand Delanoë veut moderniser la poussiéreuse pratique municipale

L'occasion était unique. Mais le projet d'organisation de la métropole francilienne s'est fracassé sur des luttes politiques et se réduira à une loi-croupion, loin des problèmes de logement, de transports et d'inégalités. Récit d'un fiasco.

des années Chirac. Paris snobait ses voisins? Le nouveau maire, lui, nomme un adjoint aux relations avec les collectivités territoriales, le communiste Pierre Mansat. Grande première dans l'histoire parisienne, ce dernier va rendre visite à tous les édiles du coin. L'évidence de la région parisienne, ce sont les inégalités: richesses et pauvretés extrêmes selon les endroits, manque de logements criant, réseau de transport au bord de la saturation, égoïsme municipal érigé en doctrine... La capitale est la dernière agglomération de France où l'urbanisme se gère dans les frontières communales.

Delanoë commence à défendre discrètement l'idée de la métropole. Son habile adjoint convainc quelques élus pionniers, dont des audacieux de droite tels Jacques J.P. Martin, maire (UMP) de Nogent-sur-Marne ou Philippe Laurent, maire divers droite de Sceaux, de fonder un petit club informel. En 2008, cette réunion aboutira au syndicat d'étude Paris Métropole, qui compte aujourd'hui 108 collectivités majoritairement de gauche. Mais à l'époque, ces premiers pas se font avec précaution: tel le loup déguisé en grand-mère, Paris ne veut pas sembler vouloir croquer ses voisins. La gouvernance, en particulier, est un tabou: pas question pour la Ville d'en dire un mot.

D'autant que l'idée d'une métropole parisienne ne séduit pas tout le monde, même à gauche. Le plus rétif, c'est Jean-Paul Huchon, le président socialiste de la région. Si plus de six millions d'habitants de la zone centrale sont regroupés dans une structure, que deviendra la région? Le royaume de la grande couronne? Delanoë démarre prudemment, trop peut-être, mais Huchon, lui, sera toujours réticent.

Acte II, Sarkozy et les architectes

Quand Sarkozy arrive au pouvoir en 2007, la nécessité d'une organisation métropolitaine a été labourée pendant six ans par la gauche. Il n'a plus qu'à récolter. Dès juin 2007, inaugurant un morceau d'aéroport, le Président s'étonne que Paris soit «la seule ville de France à ne pas avoir de communauté urbaine». Bref, il démarre par des enjeux de pouvoir. Il n'est pas le seul. Un sénateur trublion de l'UMP, Philippe Dallier, pond un an plus tard, en avril 2008, un rapport dans lequel il préconise sans détour de fusionner Paris et les trois départements centraux (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne). Le texte fait hurler les élus de tous bords, et ne réjouit pas la droite: les municipales de mars viennent de se dérouler au profit de la gauche. Les équilibres politi-

ques ne sont guère favorables à la majorité. A gauche, le maire de Pantin, le socialiste Bertrand Kern, confie: «Cela se terminera peut-être comme ça mais c'est idiot de sauter tout de suite à la conclusion.»

Qu'importe. Bien conseillé, Nicolas Sarkozy contourne la difficulté. En octobre, baptisant la nouvelle Cité de l'architecture et du patrimoine, il lance une consultation d'un genre inédit: il faut que «nait à dix agences d'architectes puissent travailler sur un diagnostic prospectif, urbanistique et paysager sur le Grand Paris». Connaissant le goût du Président pour tout ce qui brille, les spécialistes redoutent alors le «casting de stars», comme dit l'un d'entre eux. De fait, parmi les dix équipes retenues, il y a des célébrités: les Français Jean Nouvel ou Christian de Portzamparc, des étrangers comme Richard Rogers. Mais les résultats de leurs travaux six mois plus tard seront bien loin du bling bling. En fait, c'est un festival d'intelligence. La métropole «a cessé d'être un lieu (que l'on peut dessiner) pour devenir une condition (que l'on peut plus ou moins décrire)», note l'équipe de Djamel Klouche. «Le paysage d'Ile-de-France n'est pas assez honoré. Où est la Marne, où est la vallée? Pourtant les ciels y sont exceptionnels, le climat plutôt confortable», écrit celle d'Yves Lion. Jean Nou-